

CHORUS 71



Déposé le 6 mai 2008

Editorial

Certaines pages de ce Chorus sont à afficher dans vos établissements. Comme ce journal n'est envoyé qu'aux adhérents et qu'aucun exemplaire n'arrive dans les établissements, il est nécessaire de photocopier les pages concernées (ou de les imprimer à partir du chorus informatique que l'on trouve sur le site de la FSU71 à l'adresse suivante: <http://sd71.fsu.fr>).

Le mois de mai va voir une activité syndicale chargée. Lorsque vous recevrez ce Chorus, le 1er mai sera déjà passé. Le 15 mai est une journée d'action Fonction Publique à l'appel de 6 organisations, et lors de laquelle 5 fédérations de l'Education Nationale appellent à la grève.

Le 18 mai, la FSU a décidé une manifestation nationale à Paris.

Le 24 mai, dans le cadre de l'appel de 18 organisations à une mobilisation pour une politique éducative ambitieuse, il est prévu des rencontres avec la population et des manifestations dans tous les départements.

Une publication bimensuelle manque de souplesse pour organiser une mobilisation. Consultez le site FSU 71 régulièrement.

**MERCI D'AFFICHER LA
DOUBLE PAGE
CENTRALE DANS VOS
ETABLISSEMENTS**

copie possible sur <http://fsu71@fsu.fr>



Dispensé de timbrage CHALON C.D.I.S.

Sommaire

- p. 2 appel à la grève dans l'Education Nationale pour le 15 mai 2008
- p. 2 RESF
- p.2 la laïcité est en danger
- p. 3 18 organisations appellent à la mobilisation pour une politique éducative ambitieuse
- p. 3 les LIP, l'imagination au pouvoir
- p. 4 et 5 encart pages centrales à afficher : manifestation nationale à Paris dimanche 18 mai 2008
- p. 6 un communiqué de presse FSU au sujet des déclarations du président de la république
- p. 6 et 7 retraites: un projet de régression sociale
- p. 7 communiqué intersyndical pour un appel à la mobilisation le 15 mai 2008 pour défendre et améliorer la Fonction Publique
- p. 8 contre la casse de la PJJ
- p. 8 le service public est notre richesse, signez la pétition



Organe de la **Fédération Syndicale Unitaire** de Saône & Loire 2 rue du Parc
71100 CHALON/SAONE Tel : 03 85 43 69 69 mail : fsu71@fsu.fr site : <http://sd71.fsu.fr>
Imprimé par nos soins, Directeur de publication : Philippe DORMAGEN *Trimestriel *



Prix au N° 1 € * 6 mai 2008 * Numéro 80

FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA- EDUCATION, SUD EDUCATION, Education Nationale : appel à la grève le 15 mai

Dans l'Education nationale les mobilisations s'amplifient et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif. Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est fortement contesté.

Ces mobilisations s'opposent aux 11200 suppressions de postes qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Conjuguée aux retraits de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes qui en découlent aurait des conséquences néfastes sur la qualité du service public dans l'Education nationale et dans l'Enseignement Agricole Public. Il se traduirait par une aggravation des conditions de travail pour l'ensemble des personnels (enseignants, ouvriers, administratifs, personnels de santé, sociaux, ...)

Les annonces budgétaires, la volonté de ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux pour les prochaines années, en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques et le projet de loi sur la mobilité, confirment que cette politique de régression pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

- Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole,
- Pour mettre en oeuvre une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local.

Elles appellent à faire du jeudi 15 mai une journée de grève nationale.

*La FAEN consulte ses instances et se déterminera le 6 mai.

la fédération FO a participé aux réunions intersyndicales (Fédérations de l'Education, FCPE, Associations, UNL, FIDL, UNEF) mais a décidé de ne pas signer l'appel aux 15 et au 24 mai.

Réseau Education Sans Frontières

Les artistes se mobilisent
Renseignements sur le site
<http://resf71.charolles.info>

La LIBRE PENSEE de Saône et Loire propose un débat sur la laïcité La laïcité est en danger

vendredi 16 mai 2008

Maison des syndicats

2 rue du Parc

CHALON SUR SAONE

Les débats seront animés par Christian Eyschen, secrétaire général de la fédération nationale de la Libre Pensée

Appel à la mobilisation pour une politique éducative ambitieuse

Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est contesté par les élèves, les parents d'élèves, les personnels, les étudiants, les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public et tous les partenaires de l'École. Les mobilisations vont croissantes et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif.

Les 11 200 suppressions de postes entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Conjuguée aux retraits de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'École, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes concernent tous les secteurs comme l'Éducation nationale mais aussi l'Enseignement Agricole Public et tous les personnels, se traduisant par une aggravation des conditions de travail et un fonctionnement plus difficile pour notre système scolaire.

Les annonces budgétaires pour les prochaines années confirment que cette politique de régression en lien avec la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'École implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'École,

Pour mettre en œuvre une autre politique éducative mettant la réussite de tous les élèves au centre de ses préoccupations,

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours :

o en organisant localement, dès la rentrée des vacances de printemps, des rencontres entre parents, lycéens, personnels de l'éducation et responsables des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public pour mieux les informer.

o en développant dans la durée des actions s'opposant aux conséquences du désastreux budget 2008 :

- par une journée nationale d'actions diversifiées le 15 mai,
- par l'organisation samedi 24 d'une grande journée de mobilisations, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements.

Ceméa, Confédération Étudiante, CRAP-Cahiers pédagogiques, FCPE, Ferc-CGT, FIDL, Les Francas, FSU, GFEN, ICÈM-Pédagogie Freinet, Jeunesse au Plein Air, Ligue de l'Enseignement, Sgen-CFDT, Sud Éducation, Sud Étudiant, Unef, UNL, Unsa Éducation

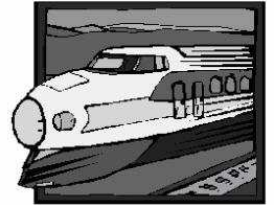
L'EMBOBINE, association loi de 1901, pour la jubilation des cinéphiles
propose **samedi 17 mai 2008 à 17 heures** au cinéma Le Marivaux à Mâcon

LES LIP, L'IMAGINATION AU POUVOIR

documentaire sur ce conflit historique des années 1970 qui sera suivi d'un débat croisé avec le réalisateur, Christian Rouaud, et un des animateurs de la lutte, Charles Piaget.p



POUR AFFICHAGE



MAI 2008 : un calendrier bien chargé

15 mai 2008 : TOUS EN GREVE

Les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC, décident de faire du jeudi 15 mai, une étape massive et rassemblée de la mobilisation notamment par la grève et/ou des manifestations.

Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population

Les fédérations de l'Education Nationale FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-EDUCATION, SUD EDUCATION, appellent à la grève

Pour une politique éducative ambitieuse

24 mai 2008

grande journée de mobilisations, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements

Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'École,

Pour mettre en œuvre une autre politique éducative mettant la réussite de tous les élèves au centre de ses préoccupations,

suivez l'évolution des mobilisations sur <http://sd71@fsu.fr>

MANIFESTATION NATIONALE

Pour le service public d'éducation

Tous à Paris

Dimanche 18 mai 2008

Réservez votre place dans le TGV affrété par la FSU

:

Arrêts prévus à Mâcon-Loché
et Le Creusot-Montchanin

Horaires communiqués ultérieurement sur le site de la FSU :

<http://sd71.fsu.fr>

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Syndiqué à la FSU*

Non syndiqué à la FSU*

Je réserve 1 place dans le TGV du 18 mai au départ de
Mâcon-Loché* / Le Creusot-Montchanin*

et vous adresse un chèque de 10 € (syndiqués à la FSU)*
/ 45 € (non syndiqués)*.

* Rayez la mention inutile.

Vous ne pourrez (vraiment) pas
participer physiquement à la mani-
festation du 18 mai ?

Participez
financièrement au
transport des
manifestants

Préinscription possible
auprès de Martial Grisot

m.grisot@laposte.net

ou par téléphone

au 06 72 39 17 34

Merci d'envoyer les
coupons d'inscription
et les chèques à

FSU
Maison de syndicats
2 RUE DU PARC
71100 CHALON SUR SAONE

Les déclarations du président de la république

Communiqué de presse FSU du 25 avril 2008

Sur le ton du " je sais que ça vous fait mal, mais je continue parce que c'est bon pour vous " le président de la république a confirmé la poursuite et l'accentuation d'une politique largement contestée et dont les résultats risquent d'être plus d'inégalités et de pauvreté, moins de pouvoir d'achat et de solidarité.

Nicolas SARKOZY tout en reconnaissant la baisse sensible du pouvoir d'achat campe sur ses positions et ignore la revendication d'augmentation générale des salaires. Il en reste à sa doctrine du " travailler plus " en dépit des impasses économiques et sociales où elle a conduit. Il met en avant l'intéressement dans le secteur privé, accompagné de nouvelles exonérations de charges pour les employeurs, avec le risque de grever un peu plus les recettes pour la protection sociale. Il ne dit rien sur les traitements des fonctionnaires.

Défendant des choix fiscaux et budgétaires inégalitaires à l'efficacité économique et sociale discutable, il ne voit dans la fonction publique et les services publics que des dépenses à réduire à tout prix en ignorant les richesses qu'ils constituent.

Affichant sa considération pour les organisations syndicales ; il nie en réalité leur rôle en ignorant leurs refus et leurs propositions, comme c'est le cas par exemple avec le projet de sanction des chômeurs ou avec la confirmation de l'allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein. En matière de retraite il continue à ressasser les mêmes arguments, cachant la réalité qui est que l'allongement de la durée de cotisations s'accompagne d'une baisse des pensions y compris pour ceux qui travaillent plus longtemps.

En matière d'éducation il traite avec ironie les craintes et les revendications des jeunes, il caricature la réalité et confirme toutes les suppressions de postes et laisse entrevoir la réduction de l'offre d'éducation ; bien plus il donne comme finalité aux " réformes " qu'il promet de permettre de nouvelles suppressions. Donnant un satisfecit à son ministre, il ignore les autres revendications qui mobilisent les personnels et les jeunes (politique éducative, programme du primaire....). Affectant sa considération pour les enseignants, il nie en fait la réalité de leurs métiers et de leurs attentes et ne propose comme prétendue revalorisation qu'une dégradation des conditions d'exercice en échange d'hypothétiques mesures sur les débuts de carrière. En fait il confirme le refus d'un vrai dialogue social à l'Education Nationale. Il maintient ses propos inquiétants pour la laïcité.

Tout cela confirme la nécessité de débattre et d'agir. La FSU appelle les personnels à se mobiliser, notamment en faisant grève le 15 mai et en participant massivement à la manifestation nationale pour l'éducation du 18 mai.

Retraites : un projet de régression sociale

La FSU a eu communication du document gouvernemental sur les retraites.

Le gouvernement persiste à allonger la durée d'assurance à 41 annuités, tout en prétendant maintenir la solidarité entre générations et redonner confiance dans le système ! Pour la FSU bien au contraire, ces propositions inacceptables, qui conduisent à la baisse des pensions, sont de nature à fragiliser le régime par répartition, et sont donc profondément inégalitaires

La confirmation des départs pour carrières longues est assortie de conditions. Le gouvernement se dit attaché à ce qu'il existe un minimum de pension mais n'en fixe pas le niveau ! Il prend acte du problème créé par la revalorisation des pensions mais se contente d'indiquer qu'il faudrait " trouver les moyens de financer " une réforme ! Il annonce une revalorisation des pensions en septembre 2008, sans en préciser la hauteur.

Sur l'âge de la retraite, il se contente de prendre acte des positions exprimées par les partenaires sociaux, sans dénoncer la proposition du Medef de le reculer..

Sur les avantages familiaux et conjugaux, il propose de faire payer les avantages familiaux par la politique familiale ! au détriment de quoi ? que va-t-on alors sacrifier dans la branche famille ?

Pour les fonctionnaires, s'il reconnaît l'échec des " secondes carrières " et promet des mesures sur cette questions et la prise en compte de spécificités, il n'annonce rien de concret pour les fins de carrière (notamment la CPA) et la prise en compte de la pénibilité.

Les jeunes sont les grands oubliés, alors qu'ils seront les grandes victimes de ces réformes injustes, aucune proposition n'est faite pour compenser des entrées plus tardives dans l'emploi.

Manifestement, le gouvernement veut " diluer " le rendez vous de 2008 en ouvrant de fausses fenêtres pour donner l'impression d'une démarche équilibrée.

La FSU souhaite que toutes les organisations syndicales se concertent et décident d'agir de manière forte et unitaire dans les prochaines semaines pour empêcher ce mauvais coup et mettre en évidence que d'autres solutions sont possibles

Communiqué commun des organisations syndicales de la Fonction publique :

CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC

POUR DEFENDRE ET AMELIORER LA FONCTION PUBLIQUE !

Place à la mobilisation

Le projet de loi " relatif à la mobilité et aux parcours professionnels " validé par le Conseil des ministres est en cours d'examen au Sénat. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, des mesures lourdes de conséquences pour les personnels et le service public sans le moindre dialogue social.

L'objectif essentiel est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35000 à 40000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette RGPP traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité.

C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction Publique même si le Gouvernement en refuse l'appellation ! A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels.

La Révision Générale des Politiques Publiques comme la réforme de l'Etat se mettent en œuvre sans débat public, sans que soient posées la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons :

- un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- un emploi public, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
- l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.

Les organisations signataires appellent les personnels à se mobiliser entre le 13 et le 17 mai et à associer l'ensemble de la population à leurs actions.

Elles décident de faire du jeudi 15 mai, une étape massive et rassemblée de la mobilisation notamment par la grève et/ou des manifestations.

Le 25 avril 2008

Ensemble contre la casse de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Durant le mois de mars 2008, près des 2/3 des agents de la région Bourgogne Franche Comté ont apporté leur soutien à la plate forme de revendications de l'intersyndicale en signant la pétition Ensemble contre la casse de la PJJ.

Redécoupage de la carte judiciaire - incidence à la PJJ en Bourgogne Franche Comté

... la région Bourgogne Franche Comté sera scindée au 1er janvier 2009 de la manière suivante :

- Franche Comté / Alsace / Lorraine désormais sous la Direction Régionale basée à Nancy

- Bourgogne / Centre / Champagne Ardennes désormais sous la Direction Régionale à Orléans

Il s'agit bien du démantèlement de la Direction Régionale et du transfert de ses missions vers les directions interdépartementales et départementales dont il est question avec suppression de postes dans les services

Le Directeur Régional confirme l'orientation des structures de la région vers 80 % au pénal pour les 3 années à venir, en conséquence les moyens ne seront alloués qu'en fonction d'une activité au pénal. ... Pour 2008, les fermetures de postes en Milieu Ouvert seraient majoritairement " compensées " par l'ouverture de postes vers les structures d'insertion en vue de la Mesure d'Accueil de Jour.

Nos exigences régionales :

1> L'instauration d'AG départementales : ...

2> L'application des avis admis par le vote lors des CTPR depuis 2005 : ...

3> L'instauration d'une réelle concertation : ...

- préavis de grève reporté le 29 mai 2008

Le service public est notre richesse,

Mobilisons-nous ! Signez la pétition

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. ...

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeables et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. ...

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire. »

Nous ne l'acceptons pas !

Aux cotés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.

Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.

Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.

Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

Pour lire le texte complet de la pétition et signer en ligne

<http://service-public-notre-richeesse.fr>